



Et la géographie prend vie.

ACTIVITÉS 2004

PROFIL 2**2004 LES ÉVÉNEMENTS 2****GOUVERNANCE :***le conseil d'administration 4**l'organigramme 5**l'organisation 5***LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL : 2004, L'ANNÉE DU DÉCRET 6****LE CADRE POUR L'ACTION :***le contrat d'objectifs et de moyens 8**8 axes de réflexion pour le projet d'entreprise 8***PROSPECTIVE : LES SCÉNARIOS POUR 2015 9****EUROPE : DES AVANCÉES VERS UNE "EUROPE GÉOGRAPHIQUE" 10****BILAN SOCIAL : DES COMPÉTENCES POUR UN HAUT NIVEAU DE PERFORMANCE 12****1 La qualité des données géographiques au cœur du métier 16**

Indicateurs LOLF 17

L'auto-évaluation et la qualité 17

Données : l'entretien d'un patrimoine exceptionnel 18

Géodésie : la quête permanente de la précision 20

Nivellement : performances et réduction des coûts 22

Prises de vues aériennes 23

Bases de données : adaptation et enrichissement 24

Fonds cartographiques : une offre diversifiée 26

2 Le Référentiel à Grande Echelle, vers de nouveaux usages de l'information géographique 28

Indicateurs LOLF 29

Quatre composantes 30

Politique d'intégration des données 35

Harmonisation 38

Mise à jour en continu 38

3 Transparence et équilibre financier 40

Indicateurs LOLF 41

Exécution budgétaire et bilan financier 42

Activités commerciales : ventes de cartes et de licences 44

Activités commerciales : prestations de service 45

Activités commerciales : partenariats 46

Activités commerciales : imagerie satellitaire 48

IGN France International 49

4 La recherche et les compétences pour préparer l'avenir 50

Indicateurs LOLF 51

La recherche 52

La formation 55

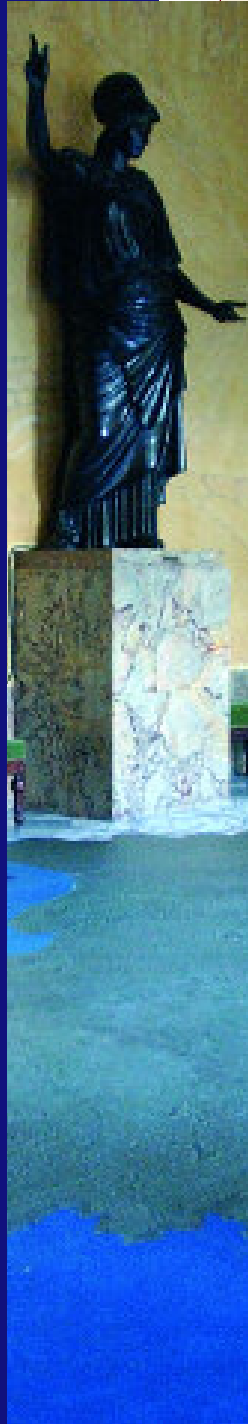
Les acteurs au service de l'État et des territoires

Héritier du Service géographique des armées, créé en 1887, l'Institut Géographique National a été fondé en 1940. Etablissement public à caractère administratif depuis 1967, il est aujourd'hui placé sous la tutelle du ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer.

Sa vocation est de décrire, d'un point de vue géométrique et physique, la surface du territoire national et l'occupation de son sol, d'en faire toutes les représentations appropriées et de diffuser les informations correspondantes.

L'IGN est un acteur du développement durable des territoires. Il contribue aux dynamiques économiques de la France, à la défense civile et militaire, à la sécurité publique, à la sécurité civile, à la prévention des risques, à la protection de l'environnement ainsi qu'au développement national et international de l'information géographique.

L'IGN dispose d'un budget de 128 millions d'euros, financé par une dotation de l'État pour les missions de service public et, pour une part croissante, par des recettes commerciales. L'IGN vend, entre autres, 4,5 millions de cartes par an au public.



Janvier - Février

Planisphère au sol à Beaubourg –
Exposition "l'invention du monde"
Forum Photogrammètrie à l'ENSG
Signature de la convention avec la
Communauté Urbaine de Bordeaux

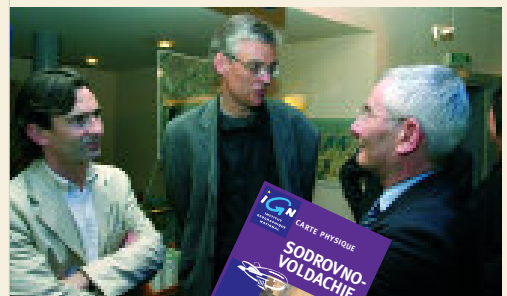
Mars

Journées de la recherche
Forum des 3e cycles



Avril

Conférence de presse sur le nouveau
centre géographique de l'Europe des 25
Lancement de la carte de la "Sodrovno-
Voldachie" (La frontière invisible de
Schuiten & Peeters)



Mai

Signature de la convention de partenariat avec
la Régie de Gestion des Données de Haute-
Savoie (BD ORTHO®)

Raid IGN-Lafuma

Rencontre RGE® à Orléans avec le BRGM

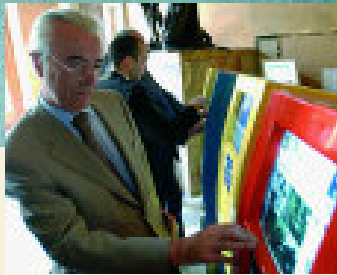
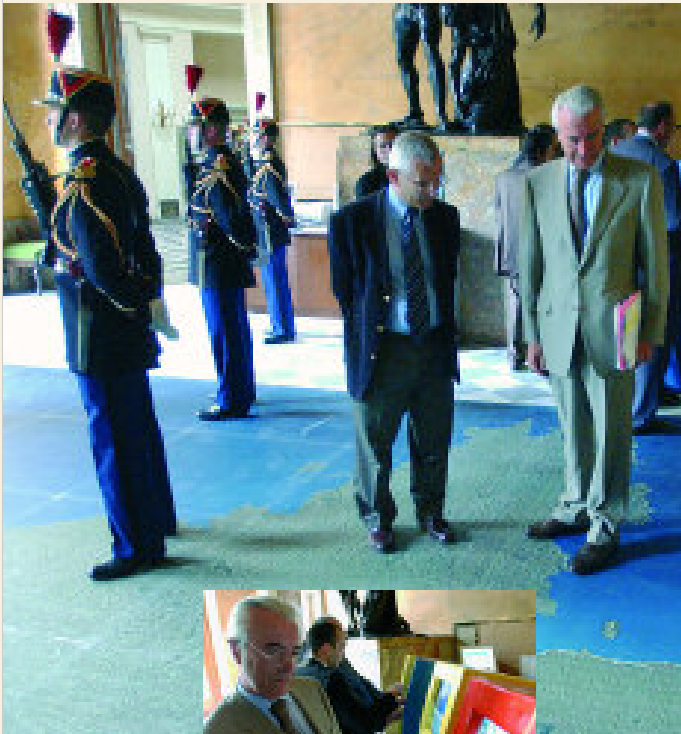
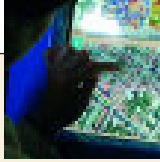
Juin

France BD ORTHO® au sol à l'Assemblée Nationale

Nouvelles mesures du Mont-Blanc

Signature de la convention de partenariat avec l'Académie de Créteil

Rencontre élus à Montauban



Juillet

Exposition de photos IGN des sites français classés au patrimoine mondial de l'UNESCO au château de Fontainebleau

Opération IGN-le Figaro

Exposition carte géante du Luxembourg



Août

Semaine fédérale FFCT à Cernay

Emission France 2 "On vous dit pourquoi" à 20h45

Septembre

Rencontres élus à Auxerre (salon CITÉ 89) et Buchy (76)

15e Festival international de cartographie de Saint-Dié-des-Vosges – BD ORTHO® France au sol

Planisphère au sol à Avignon – Exposition "La terre vue du ciel" de Yann Arthus-Bertrand



Octobre

Nouvelle présentation du site internet ign.fr

Rencontres élus à Saintes, Paris et Troyes

Rencontre régionale RGE® à Libourne

Fourniture d'assemblage photo de missions anciennes pour Lille 2004 – Exposition "La ville qui fait signes"

Début du programme "Panorama Europe" sur France 3 avec Sylvain Augier

BD ORTHO® Ile-de-France au sol à la Cité des Sciences et de l'Industrie de la Villette à Paris

Planisphère au sol à Sarran (musée du Président) – Exposition "La terre vue du ciel"

Conférence de presse sur les résultats du sondage SOFRES "Les français et la géographie"



Novembre

Signature d'une convention de partenariat avec l'ANDSIS

Décret du 22 novembre relatif aux missions de l'IGN

Décembre

Forum géodésie à l'ENSG





CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 1/7/05

M. Bernard DE FROMENT Président - Conseiller d'État

PERSONNALITÉ CHOISIE EN RAISON DE SA COMPÉTENCE

M. Alain GAUDET Président de l'Ordre des géomètres-experts

REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT

TRANSPORTS, ÉQUIPEMENT, TOURISME ET MER

M. François PERDRIZET Directeur de la recherche, des affaires scientifiques et techniques. SUPPLÉANT : **M. Daniel THURIÈRE**

M. François DELARUE Directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction. SUPPLÉANT : **M. Philippe GRAND**

BUDGET

M. Philippe SAUVAGE Direction du budget. Chef du bureau 5C. SUPPLÉANT : **M. Hakim GUESMIA**

M. Bruno ROUSSELET Direction générale des impôts. Sous-direction des affaires foncières. SUPPLÉANT : **M. Pierre JAILLARD**

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

M. Guillaume SAINTENY Directeur des études économiques et de l'évaluation environnementale. SUPPLÉANT : **M. Bruno TRÉGOUËT**

DÉFENSE

M. le Colonel Jean-Pierre GIULIANI Chef du bureau géographique interarmées. SUPPLÉANT : **Mme Marie-Noëlle SCLAFER**

AGRICULTURE ET PÊCHE

Mme Marie-Agnès VIBERT Direction générale de la forêt et des affaires rurales. SUPPLÉANT : **M. Yvon NASSIET**

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

M. Joseph MARIANI Directeur du département technologies de l'information et de la communication. SUPPLÉANT : **M. Philippe PUJES**

MEMBRES DE DROIT

M. Yannick d'ESCATHA Directeur général du Centre national d'études spatiales.

M. Michel BARBIER Président du Conseil national de l'information géographique.

ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE

M. Dominique CAILLAUD Député-maire. SUPPLÉANT : **M. Patrick BEAUDOIN**

ASSEMBLÉE DES DÉPARTEMENTS DE FRANCE

M. Vincent ÉBLÉ Président du Conseil général de Seine-et-Marne. SUPPLÉANT : **M. Ernest NYCOLLIN**

REPRÉSENTANTS ÉLUS DU PERSONNEL

PERSONNELS RELEVANT DU STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE

M. Gilles MARTINOTY, M. Stéphane PELLE, M. Pierre THOMAS

PERSONNELS AUTRES QUE CEUX RELEVANT DU STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE

M. Jean-Marie COUPPEY, M. Olivier DELBEKE, M. Jean-Alexandre GARCIA

COMITÉ DE DIRECTION

M. Bertrand LÉVY Directeur général

M. François BRUN Directeur général adjoint

Mme Isabelle ANTOINE Secrétaire générale

Mme Anne-Catherine FERRARI Directrice de la communication

M. Marc GAUTRON Directeur de la production

M. Daniel HOREL Directeur des ressources humaines

M. Michel KASSER Directeur de l'ENSG

M. Hervé LE MEN Directeur chargé de la maîtrise d'ouvrage déléguée du service public

Mme Nathalie MARTHE-BISMUTH Directrice commerciale

Mme Agnès MOUCHARD Directrice de cabinet

M. Jean-Michel NATAF Directeur des activités internationales et européennes

M. Jacques POULAIN Directeur technique

L'organigramme

DIRECTION GÉNÉRALE



¹ COGIT : Conception objets et généralisation de l'information topographique

² MATIS : Méthodes d'analyse et de traitement d'images pour la stéréorestitution

³ LOEMI : Laboratoire d'optique, d'électronique et de micro-informatique.

⁴ LAREG : Laboratoire de Recherche en Géodésie

L'organisation

Principal site de production :
Saint-Mandé, avec une imprimerie intégrée permettant l'édition de 8 à 10 millions de cartes par an.

5 centres inter-régionaux de production (CIRP) :
Aix-en-Provence, Bordeaux, Lyon, Nancy, Nantes.

Un service d'activités aériennes à Creil avec quatre avions photographes et un avion dédié à la recherche.

Un service de traitement de l'image-rie satellitale :
IGN Espace à Toulouse.

Une base logistique et de production :
IGN Sologne à Villefranche-sur-Cher.

17 agences commerciales régionales.

Un service de recherche :
Composé de quatre laboratoires intégrant 59 personnes dont 50 chercheurs.
Un centre de formation, L'Ecole Nationale des Sciences Géographiques (ENSG) à Marne-la-Vallée, avec 251 élèves en formation initiale et 9 243 jours stagiaires en formation continue.

Un service de documentation internationale :
Il comprend 500 000 cartes et 4,2 millions de photos aériennes.

Une filiale à l'exportation :
IGN France International

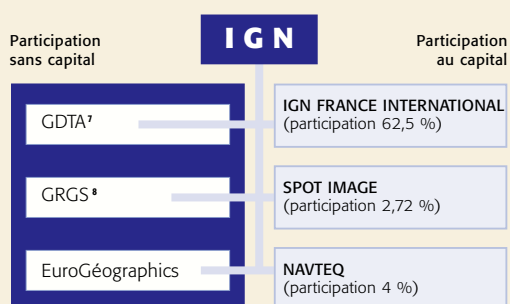
Une cellule de représentation à Bruxelles.

2 boutiques Espace IGN :
■ à Paris (650 m²)
■ à Dijon

Un réseau de 3 grands diffuseurs.

Plus de 8 000 points de vente en France.

L'IGN DANS SON CONTEXTE



⁷ GDTA : Groupement pour le développement de la télédétection aérospatiale.

⁸ GRGS : Groupement de recherche de géodésie spatiale

CONSEIL D'ADMINISTRATION

8 représentants de l'État

- Équipement, Transports, Tourisme
- Budget
- Écologie et Développement durable
- Défense
- Agriculture, Alimentation, Pêche et Ruralité
- Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche

2 membres de droit

- Centre National d'Études Spatiales
- Conseil National de l'Information Géographique

2 personnalités choisies en fonction de leur compétence

1 élu de l'Association des Maires de France

1 élu de l'Assemblée des départements de France

6 représentants élus du personnel de l'IGN

- 3 relevant du statut général de la fonction publique
- 3 ne relevant pas du statut général de la fonction publique

2004, l'année du décret



L'année 2004 a été marquée par deux événements majeurs : la mise en place de la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) et la publication d'une modification du décret statutaire de l'Institut Géographique National. Quelles sont leurs conséquences sur la stratégie et l'activité de l'établissement ?

Bertrand Lévy : Avec eux, notre vocation de service public et notre visibilité pour le développement de notre activité sur le long terme se trouvent renforcées. En effet, la LOLF met en place un véritable cadre de gestion axé sur la responsabilisation des gestionnaires et la culture du résultat dans les services publics. Elle s'inscrit en parfaite cohérence avec les démarches déjà entreprises au sein de notre établissement comme le Contrat d'Objectifs et de Moyens 2003-2006 ou encore nos processus participatifs d'auto-évaluation. Quant à notre nouveau décret, il réaffirme et actualise les missions d'intérêt général de l'IGN en les inscrivant dans de nombreux domaines liés au développement durable des territoires. Par ailleurs, nos missions sont renforcées dans le champ des compétences régaliennes de l'État comme la défense civile et militaire ainsi que la sécurité publique.

Les missions de l'IGN ne se limitent pas pour autant au territoire national ?

Bertrand Lévy : Tout à fait. Notre ambition se conjugue à l'échelle européenne et internationale, notamment au travers de l'action de notre filiale IGN France international. Nous avons ainsi poursuivi nos efforts pour contribuer à développer un véritable "marché commun géographique" au sein de l'Union, grâce aux opérations menées, entre autres, par nos secteurs pédagogiques, de la normalisation et de la recherche. En outre, le projet de directive INSPIRE de la Commission européenne qui vise à faciliter l'accès aux informations spatiales interopérables et à l'exploitation d'une infrastructure d'information spatiale en Europe, ouvre la voie à de nouvelles coopérations européennes. L'IGN est déjà engagé dans cette

perspective, notamment dans le cadre de l'association EuroGeographics.

L'année 2004 se marque aussi par la mise à disposition accrue du Référentiel à Grande Echelle (RGE®). Il n'était qu'un concept deux ans plus tôt !

Bertrand Lévy : Pour beaucoup, en effet, le RGE est devenu une réalité tangible et incontournable avec une BD ORTHO® entièrement réalisée et largement diffusée, une BD TOPO® couvrant les deux tiers des

"Nous disposons aujourd'hui d'un cadre économique et réglementaire clair pour bâtir notre avenir"

départements et une BD PARCELLAIRE® dont la production a démarré conformément au calendrier prévu. Les premiers départements unifiés et mis à jour de la future BD Uni sont apparus en 2004, grâce à la coopération exemplaire des équipes de l'IGN. Mais ce succès ne doit pas occulter l'importance des autres réalisations effectuées cette année : les implantations du Réseau GPS Permanent (RGP), la montée en charge de la Référence 3D, l'exploitation intensive des caméras numériques pour les prises de vues aériennes... 2004 a également permis de renforcer nos actions de formation avec la mise en place de masters communs avec de grandes écoles d'ingénieurs. Nous avons également poursuivi nos efforts de recherche sous la responsabilité d'un nouveau Conseil Scientifique et Technique qui a entamé sa réflexion pour bâtir un schéma directeur de la recherche. Enfin, dans le domaine commercial, nous avons dépassé pour la première fois le seuil symbolique de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires.

A mi-parcours du contrat d'objectifs et de moyens (2003-2006) avec l'Etat, quel bilan dressez-vous et quelles sont les perspectives ?

Bertrand Lévy : Globalement, les engagements pris sont tenus dans tous les secteurs d'activité. Les trois chantiers prioritaires : Qualité, Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et Prospective, sont en bonne voie. Le nouveau décret sta-

Le nouveau décret du 22 novembre

Le décret n° 2004-1246 du 22 novembre 2004 modifiant le décret n° 81-505 du 12 mai 1981 comporte quatre points essentiels :

- La réaffirmation et l'actualisation des missions d'intérêt général de l'établissement,
- La reconnaissance des activités commerciales comme une des missions de l'Institut,
- La confirmation du rôle de référent de l'IGN vis à vis des services de l'État qui sont tenus, d'une part, de lui fournir les données nécessaires à la constitution du RGE®, d'autre part, d'avoir recours à cette base de données lorsqu'elle correspond à leurs besoins,
- L'élargissement de la composition du conseil d'administration.

Ainsi, ce nouveau décret conforte l'ensemble des missions de l'IGN dans le cadre de son statut actuel. Il renforce les orientations définies par le contrat d'objectifs et de moyens, notamment en matière d'intégration.

R E P È R E S

tutaire et la préparation à l'application de la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) nous offrent un cadre économique et réglementaire clair pour définir ensemble notre projet d'entreprise et construire sereinement la dynamique de notre avenir.

Les missions de l'IGN

Des missions d'intérêt général

- ▼ Implanter et entretenir les réseaux géodésiques et de nivellement relatifs au système national de référence de coordonnées géographiques, planimétriques et altimétriques, et diffuser les informations correspondantes,
- ▼ Réaliser, renouveler périodiquement et diffuser la couverture photographique aérienne de l'ensemble du territoire national,
- ▼ Constituer et mettre à jour sur l'ensemble du territoire les bases de données géographiques et les fonds cartographiques
- ▼ Mener des activités de recherche et de développement dans le domaine de l'information géographique, en ce qui concerne en particulier l'observation de la Terre et le positionnement par satellite,
- ▼ Gérer la documentation, notamment la photothèque nationale,
- ▼ Diriger les activités de l'Ecole Nationale des Sciences Géographiques,
- ▼ Concourir aux travaux menés en France et dans un cadre international en matière d'organisation et de normalisation de l'information géographique.

Par ailleurs, l'institut peut concevoir et commercialiser, dans le respect des règles de concurrence, tout produit ou service à partir des données recueillies dans le cadre de ses missions de service public.

Le "référentiel à grande échelle" (RGE®)

L'institut constitue et met à jour un système intégré d'information géographique de précision métrique couvrant l'ensemble du territoire national : le RGE®. Il est composé de quatre bases de données, numérisées et interopérables, correspondant respectivement aux éléments topographiques, orthophotographiques et parcellaires ainsi qu'aux adresses.

La loi organique relative aux lois de finances

L'Institut Géographique National, acteur de la réforme de l'Etat

La Loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001 s'inscrit dans la politique de modernisation de l'Etat. Elle réforme en profondeur la gestion publique qui est ainsi amenée à passer d'une culture de moyens à une culture de résultats. Elle met en place un cadre de gestion qui est centré sur la responsabilisation des gestionnaires et le contrôle de la performance. La LOLF doit renforcer les pouvoirs budgétaires du Parlement et favoriser les choix stratégiques en matière de finances publiques.

La LOLF s'inscrit en parfaite cohérence avec les démarches déjà engagées par l'IGN. En effet, l'établissement public bénéficie d'une comptabilité analytique, d'une logique de projets, de coûts complets, d'un contrôle de gestion, d'un contrat d'objectifs et de moyens ainsi que de comptes d'exploitation par produit.

Les travaux de préfiguration de la LOLF ont été engagés en 2004. Un programme consacré à l'information géographique et cartographique a entièrement été confié à l'IGN. Il s'inscrit dans les 132 programmes d'actions publiques chargés de mettre en place la LOLF dans les services publics. Il comprend 4 objectifs et 6 indicateurs (avec des estimations 2002, 2003 et 2004).

Le budget de l'IGN intègre une nouvelle présentation au "format LOLF". Les valeurs 2004 ont été chiffrées à la fois pour les indicateurs et pour cette nouvelle présentation.

Le contrat d'objectifs et de moyens (2003-2006) à mi-parcours

LE CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (COM) SIGNÉ LE 10 SEPTEMBRE 2003 ENTRE L'ÉTAT ET L'IGN A ÉTÉ CONSTRUIT AUTOUR DE 6 OBJECTIFS STRATÉGIQUES ET DE 29 ENGAGEMENTS, CHACUN ÉTANT DOTÉ D'UN INDICATEUR CALCULÉ ANNUELLEMENT. UN TRAVAIL DE CONVERGENCE DE CES INDICATEURS AVEC CEUX DE LA LOLF A ÉTÉ RÉALISÉ AFIN QUE LE SUIVI DE L'EXÉCUTION DU COM SOIT EN COHÉRENCE AVEC CELUI QUI EST MIS EN ŒUVRE AU TITRE DES OBJECTIFS PRÉVUS DANS LE PROGRAMME ANNUEL DE PERFORMANCE (PAP) DU PROGRAMME INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET CARTOGRAPHIQUE CONFIE À L'IGN. LES OBJECTIFS DU COM POUR 2004 SONT TENUS.

8 axes de réflexion pour le **projet** d'entreprise

L'IGN A LANCÉ EN DÉCEMBRE 2004 UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE DESTINÉE À DÉFINIR SON PROJET D'ENTREPRISE POUR LES ANNÉES 2006 À 2015. LA STRATÉGIE DE L'IGN S'APPUIERA SUR DE NOMBREUSES ÉTUDES PRÉALABLES, NOTAMMENT LES TRAVAUX DU GROUPE PROSPECTIVE AINSI QUE SUR LES VALEURS COMMUNES DE L'ÉTABLISSEMENT.

R E P È R E S

8 axes

- Proposer une stratégie à l'Etat pour 2006-2015 et la mettre en œuvre,
- Développer la stratégie commerciale à moyen et long terme à destination des clients de l'IGN et créer les liens nécessaires avec la recherche et développement,
- Enrichir la culture d'entreprise en renforçant les valeurs de cohésion et de solidarité,
- Intégrer la dimension européenne et internationale dans la stratégie de l'IGN,
- Etablir un plan économique partagé,
- Elargir et amplifier la démarche partenariale,
- Diversifier l'offre IGN,
- Amplifier la démarche qualité : "viser l'excellence".

Le Conseil de direction du 16 décembre 2004 a défini la méthodologie de la mise en œuvre du projet d'entreprise de l'IGN.

8 groupes de travail ont été constitués pour réfléchir sur 8 thèmes fondamentaux.

Parallèlement, l'IGN a décidé de lancer en février 2005 une étude auprès des agents de l'IGN.





Les scénarios pour 2015

DANS UN CONTEXTE EN CONSTANTE MUTATION, L'IGN PRÉPARE L'AVENIR À TRAVERS UNE SÉRIE D'ANALYSES PROSPECTIVES QUI PORTENT SUR LES ENJEUX ACTUELS ET LEURS ÉVOLUTIONS PRÉVISIBLES, SUR LE JEU DES ACTEURS DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET LEURS STRATÉGIES AINSI QUE SUR LES CHAMPS DU POSSIBLE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT.



En 2004, l'IGN a poursuivi ses travaux d'analyse prospective.

➤ A la suite de la réalisation du document "Tendances Lourdes et Risques de Ruptures" élaboré fin 2003, le comité de direction a lancé une démarche de "prospective stratégique 2004" qui s'est développée pendant le premier semestre.

A la question : "Quel projet stratégique à dix ans pour l'IGN et ses partenaires?", divers groupes de travail ont :

- établi des diagnostics de l'établissement dans les composantes techniques, économiques et humaines,
- recensé et structuré les variables clés du système.

Ces travaux exploratoires qui complètent l'analyse du jeu des acteurs menée en 2002 et du document "Tendances Lourdes et Risques de Ruptures 2003" ont permis au Conseil de direction, lors d'un séminaire tenu en juin avec la collaboration d'un panel de partenaires de l'IGN, de dégager trois scénarios d'environnement les plus probables et de proposer pour l'année 2005 le lancement du Projet d'Entreprise structuré selon huit grands thèmes. Cette proposition a été approuvée en conseil de direction le 16 décembre.

➤ L'IGN a également poursuivi la mise à jour du document "Tendances Lourdes et Risques de Ruptures". La version 2004 prend en compte de nombreuses modifications intervenues dans l'environnement immédiat de l'IGN.

Les tendances lourdes et les risques de rupture

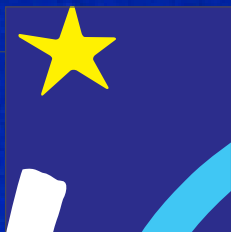
Après trois ans de réflexions sur le contexte dans lequel s'inscrit l'information géographique, un document de synthèse a été réalisé fin 1998. Menés par la mission Prospective avec l'appui du groupe Prospective, ces travaux ont permis :

- de signaler les principales tendances lourdes auxquelles le secteur est ou sera presque certainement confronté,
- de mettre en exergue des risques de rupture qui pourraient avoir une influence majeure et brutale sur son évolution et l'avenir de ses acteurs, l'IGN en particulier.

5 axes fondamentaux ont guidé cette analyse :

- les besoins des utilisateurs,
- le contexte institutionnel,
- les aspects sociaux et organisationnels,
- le contexte économique,
- les évolutions technologiques.

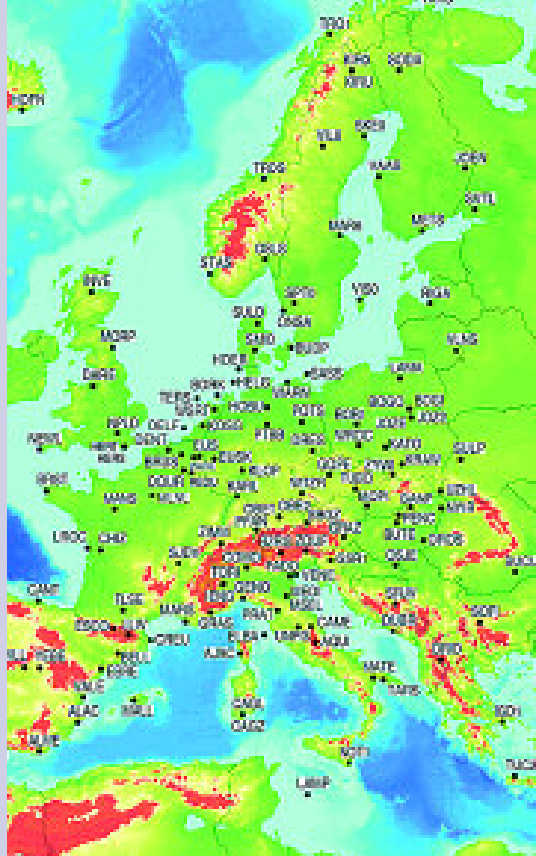
Ces 5 axes correspondent à une représentation exhaustive, ce qui est très important pour la légitimité des résultats. La mise à jour de ce document est désormais contractuelle.



Des avancées *vers une “Europe géographique”*

LA CONSTRUCTION DE “L’EUROPE GÉOGRAPHIQUE” A POURSUIVI SA MARCHÉ EN 2004. QUE CE SOIT SUR LE PLAN RÉGLEMENTAIRE, LE DÉVELOPPEMENT DE COOPÉRATIONS ENTRE PAYS OU ENCORE LES PROJETS DE RECHERCHE, L’IGN EST AU CŒUR DE CE “MARCHÉ COMMUN GÉOGRAPHIQUE”, QUI OUVRE DE NOMBREUSES PERSPECTIVES POUR L’EUROPE ET BIEN AU-DELÀ.





EUREF PERMANENT TRACKING NETWORK

Lois et règlements :

Un contexte en constante évolution

L'Union européenne construit progressivement "l'Europe géographique" à travers un ensemble de lois communautaires. Ces "directives européennes" font ensuite l'objet de transpositions dans les lois et règlements de chaque État membre.

Parmi les plus marquantes :

la directive 2003/98 sur la réutilisation des données publiques et la directive 2003/4 sur l'accès aux données environnementales ; le projet de directive "INSPIRE" adopté par la commission en 2004, particulièrement important, pour l'établissement d'une infrastructure européenne de l'information géographique.

Ce contexte réglementaire évolutif conditionne l'évolution de l'activité de l'IGN.

Coopération : les IGN européens au sein d'EuroGeographics

Dépassant largement le cadre de l'Union européenne, EuroGeographics est une association de loi 1901 qui regroupe 47 organismes similaires à l'IGN provenant de 41 pays européens. Etablie dans les locaux de l'IGN à l'Ecole Nationale des Sciences Géographiques (ENSG), à Marne-la-Vallée, l'association est un lieu d'échanges et de réflexions ainsi qu'un important levier pour définir et mettre en œuvre des actions de coopération d'envergure européenne.

En 2004, l'IGN a poursuivi son rôle de membre très actif. Ainsi, lors de l'assemblée générale qui s'est tenue à Athènes en octobre 2004, l'Institut a présenté les perspectives du marché de l'information géographique en matière de navigation. Il a également incité les membres d'EuroGeographics à prendre une position commune vis-à-vis du projet de directive INSPIRE.

Par ailleurs, l'IGN a poursuivi sa collaboration à l'élaboration des produits, projets et programmes européens développés par EuroGeographics, aux travaux d'harmonisation des politiques techniques et légales, aux campagnes de sensibilisation, ainsi qu'à la diffusion de ses produits.

Recherche : l'IGN porteur de projets européens

Conformément aux engagements du contrat d'objectifs et de moyens de l'établissement, l'IGN a poursuivi en 2004 son implication dans des projets de recherche européens :

- VirtualPlanet (projet IST du 5ème PCRD sur le développement d'outils d'exploration 3D de grands lots de données terrain phototexturés acquis par télédétection),
- SPIRIT (projet IST du 5ème PCRD pour la recherche d'information sur le web en tenant compte de l'information géographique),
- MUSCLE (demande d'association à un réseau d'excellence du 6ème PCRD sur le "datamining" et l'apprentissage de machines),
- WalkOnWeb (STREP du 6ème PCRD pour une carte interactive pour la randonnée en Europe).

Les directives européennes

INSPIRE

Ce projet souhaite constituer une infrastructure européenne de données géographiques permettant l'interopérabilité maximale entre les bases de données. Disponible et de diffusion aisée, elle est destinée à la mise en œuvre de politiques environnementales. Le projet de directive a été officiellement approuvé par la Commission européenne en juillet 2004 et a été présenté en février 2005 au Parlement européen. Fin 2004, l'Institut et sa filiale IGN France International ont obtenu le financement par la Commission européenne d'un projet pilote qui s'inscrit dans le cadre d'INSPIRE. Appelé SDIGER, il vise à établir une infrastructure transfrontalière de données géographiques. Multilingue et s'appuyant sur la coopération entre les administrations, il constituera un outil important pour la mise en œuvre de la directive Eau sur les bassins de l'Adour Garonne et de l'Ebre.

La réutilisation des données publiques

Cette directive est en cours de transposition dans la loi française. Elle affecte directement l'IGN en tant que producteur de données publiques et aussi de diffuseur de bases de données et de produits dérivés. La transposition a été confiée initialement à l'Agence de Diffusion de l'Administration Electronique (ADAE). Il semble qu'elle ne remette pas en cause le modèle économique de l'IGN.

L'accès aux données environnementales

Cette directive est également en cours de transposition en France. Elle concerne la géolocalisation de l'information environnementale. Elle a été pré-transposée en un projet de loi par le ministère de l'Ecologie et du Développement Durable puis transmise au Conseil d'Etat. Il semble que son évolution dépende de l'évolution, favorable a priori, de la transposition de la directive "Réutilisation des données publiques".

Des compétences pour un haut niveau de performance

L'action sociale

Le Service Action Sociale et Prévention regroupe plusieurs activités sociales: médecine de santé au travail, assistance sociale, actions en direction des personnes handicapées, écoute, conseil juridique, aides aux personnes en difficulté, aide au logement, aides financières diversifiées selon les revenus (colonies de vacances, classes vertes, séjours linguistiques, séjours familiaux...) et restauration collective.

Le Comité de gestion du budget social, composé de représentants du personnel, des associations et de l'administration, fédère l'action des associations, leur confiant et subventionnant des tâches à vocation sociale, culturelle ou sportive, tout en systématisant la pratique de conventionnement.

Les Comités d'hygiène et de sécurité, composés de représentants du personnel, du médecin de prévention et de représentants de l'administration, sont chargés d'améliorer l'hygiène et la sécurité du travail et la prévention des risques professionnels.

EN 2004, L'IGN A POURSUIVI SES EFFORTS DANS LE DOMAINE SOCIAL POUR ACCOMPAGNER SES ÉVOLUTIONS STRATÉGIQUES, MANAGERIALES, COMMERCIALES ET TECHNOLOGIQUES ET AUSSI POUR PRÉPARER L'AVENIR À TRAVERS UN IMPORTANT CHANTIER QUI ENTRE DANS LE CADRE DU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS : LA GESTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES.

LA GESTION PRÉVISIONNELLE DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES (GPEC)

Le groupe projet, mis en place en octobre 2003, s'est réuni à cinq reprises. Ses travaux ont été débattus et orientés lors des deux séminaires du comité de direction, du conseil de direction de juin et présentés devant les partenaires sociaux en octobre. Ils ont dressé l'état des ressources humaines en termes d'effectifs, de compétences, de pratiques de gestion ainsi que les premières projections en 2010 des tendances observées en matière de départs à la retraite ou définitifs, de mobilités temporaires, d'avancements ou de promotions, de recrutements.

Par ailleurs, une première version de la carte des emplois a été élaborée pour identifier les qualifications de l'établissement.

L'INTÉGRATION VERTICALE DES FONCTIONS

L'IGN présente la caractéristique d'intégrer quatre fonctions principales : formation, recherche, production et commercialisation. Leur symbiose favorise le développement des compétences des personnels et constitue une des composantes majeures de la culture de l'établissement. La synergie qui en résulte est un gage de performance et l'élément déterminant du positionnement de l'IGN en tant qu'acteur de l'information géographique, intervenant sur les différentes faces que recouvre ce secteur.

EFFECTIFS PAR ENSEMBLES

| 2002 | | | 2003 | | | 2004 | | | |
|------------|-------------|-------------|------------|-------------|-------------|------------|-------------|-------------|-------------------------------------------------------|
| FEMMES | HOMMES | TOTAL | FEMMES | HOMMES | TOTAL | FEMMES | HOMMES | TOTAL | |
| 1 | 12 | 13 | 1 | 4 | 5 | 1 | 3 | 4 | Personnels de direction <i>mis à disposition</i> |
| | 1 | 1 | | | | | | | |
| 117 | 456 | 573 | 121 | 466 | 587 | 128 | 479 | 607 | Personnels techniques <i>mis à disposition</i> |
| | 12 | 12 | 1 | 11 | 12 | | 7 | 7 | |
| 86 | 28 | 114 | 93 | 36 | 129 | 91 | 42 | 133 | Personnels administratifs <i>mis à disposition</i> |
| | | | | | | 1 | | 1 | |
| 4 | | 4 | 4 | | 4 | 4 | | 4 | Personnels médico-sociaux |
| 2 | 2 | 4 | 3 | 5 | 8 | 3 | 5 | 8 | Personnels logistiques |
| 408 | 521 | 929 | 391 | 510 | 901 | 382 | 511 | 893 | Personnels ouvriers <i>mis à disposition</i> |
| | 4 | 6 | 2 | 2 | 4 | 2 | 2 | 4 | |
| 76 | 52 | 128 | 73 | 52 | 125 | 73 | 57 | 130 | Personnels non titulaires <i>mis à disposition</i> |
| | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | |
| 694 | 1071 | 1765 | 686 | 1073 | 1759 | 682 | 1097 | 1779 | en activité à l'IGN |
| 3 | 17 | 20 | 4 | 13 | 17 | 4 | 9 | 13 | <i>mis à disposition</i> |
| 697 | 1088 | 1785 | 690 | 1086 | 1776 | 686 | 1106 | 1792 | EFFECTIF TOTAL |
| +3 | +1 | +4 | -7 | -2 | -9 | -4 | +20 | +16 | Variation |

EFFECTIFS PAR CATEGORIES

| 2002 | | | 2003 | | | 2004 | | | |
|------------|-------------|-------------|------------|-------------|-------------|------------|-------------|-------------|---------------------------------------------|
| FEMMES | HOMMES | TOTAL | FEMMES | HOMMES | TOTAL | FEMMES | HOMMES | TOTAL | |
| 16 | 66 4 | 82 4 | 16 1 | 66 3 | 82 4 | 17 | 59 3 | 76 3 | Agents de catégorie A+ mis à disposition |
| 90 1 | 281 5 | 371 6 | 93 1 | 289 6 | 382 7 | 98 1 | 310 2 | 408 3 | Agents de catégorie A mis à disposition |
| 370 2 | 471 7 | 841 9 | 371 2 | 473 4 | 844 6 | 377 2 | 487 4 | 864 6 | Agents de catégorie B mis à disposition |
| 218 | 253 1 | 471 1 | 206 | 245 | 451 | 190 1 | 241 | 431 1 | Agents de catégorie C mis à disposition |
| 694 3 | 1071 17 | 1765 20 | 686 4 | 1073 13 | 1759 17 | 682 4 | 1097 9 | 1779 13 | en activité à l'IGN mis à disposition |
| 697 | 1088 | 1785 | 690 | 1086 | 1776 | 686 | 1106 | 1792 | EFFECTIF TOTAL |
| +3 | +1 | +4 | -7 | -2 | -9 | -4 | +20 | +16 | Variation |

EFFECTIFS EN ACTIVITE PAR TYPES DE STATUTS

| 2002 | | | 2003 | | | 2004 | | | |
|--------|--------|-------|--------|--------|-------|--------|--------|-------|-----------------|
| FEMMES | HOMMES | TOTAL | FEMMES | HOMMES | TOTAL | FEMMES | HOMMES | TOTAL | |
| 213 | 504 | 717 | 226 | 519 | 745 | 227 | 529 | 756 | Fonctionnaire * |
| 408 | 521 | 929 | 391 | 510 | 901 | 382 | 511 | 893 | Ouvrier |
| 73 | 46 | 119 | 69 | 44 | 113 | 73 | 57 | 130 | Contractuel |

* y compris les fonctionnaires détachés à l'IGN

REPARTITION DES EFFECTIFS PAR SITE

| 2002 | | | 2003 | | | 2004 | | | |
|------------|-------------|-------------|------------|-------------|-------------|------------|-------------|-------------|--------------------------|
| FEMMES | HOMMES | TOTAL | FEMMES | HOMMES | TOTAL | FEMMES | HOMMES | TOTAL | |
| 50 | 117 | 167 | 53 | 134 | 187 | 62 | 146 | 208 | Marne la Vallée |
| 48 | 39 | 87 | 48 | 35 | 83 | 45 | 35 | 80 | Paris (rue de Grenelle) |
| 13 | 12 | 25 | 16 | 11 | 27 | 16 | 11 | 27 | Paris (La Boétie) |
| 440 | 613 | 1053 | 420 | 595 | 1015 | 413 | 590 | 1003 | Saint-Mandé |
| 551 | 781 | 1332 | 537 | 775 | 1312 | 536 | 782 | 1318 | SOUS-TOTAL Ile-de-France |
| 13 | 19 | 32 | 14 | 21 | 35 | 14 | 22 | 36 | Aix-en-Provence |
| 1 | 2 | 3 | 1 | 2 | 3 | | 2 | 2 | Blois |
| 20 | 23 | 43 | 22 | 20 | 42 | 22 | 19 | 41 | Bordeaux |
| 19 | 51 | 70 | 18 | 59 | 77 | 18 | 61 | 79 | Creil |
| 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 2 | Dijon |
| 3 | 3 | 6 | 3 | 4 | 7 | 3 | 4 | 7 | Lille |
| 17 | 27 | 44 | 17 | 28 | 45 | 17 | 31 | 48 | Lyon |
| 3 | 1 | 4 | 2 | 1 | 3 | 1 | 1 | 2 | Montpellier |
| 4 | 18 | 22 | 7 | 19 | 26 | 6 | 22 | 28 | Nancy |
| 20 | 20 | 40 | 21 | 20 | 41 | 21 | 23 | 44 | Nantes |
| | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | Nice |
| 1 | 2 | 3 | 2 | 2 | 4 | 1 | 2 | 3 | Rennes |
| 2 | 2 | 4 | 1 | 2 | 3 | 2 | 2 | 4 | Rouen |
| 22 | 54 | 76 | 23 | 58 | 81 | 23 | 63 | 86 | Toulouse |
| 16 | 58 | 74 | 16 | 57 | 73 | 16 | 56 | 72 | Villefranche-sur-Cher |
| 1 | 8 | 9 | | 4 | 4 | 1 | 6 | 7 | Autres * |
| 143 | 290 | 433 | 149 | 298 | 447 | 146 | 315 | 461 | SOUS-TOTAL PROVINCE |
| 694 | 1071 | 1765 | 686 | 1073 | 1759 | 682 | 1097 | 1779 | TOTAL |

* Autres : saisonniers



RECAPITULATIF DES EFFECTIFS PAR CATEGORIE

Ne sont considérés que les personnels en activité à l'IGN, hors ceux mis à disposition.

| 2002 | | | 2003 | | | 2004 | | | |
|--------|--------|-------|--------|--------|-------|--------|--------|-------|----------------------------------|
| FEMMES | HOMMES | TOTAL | FEMMES | HOMMES | TOTAL | FEMMES | HOMMES | TOTAL | |
| 1 | 12 | 13 | 1 | 4 | 5 | 1 | 3 | 4 | Emploi fonctionnel de direction |
| 13 | 50 | 63 | 13 | 57 | 70 | 6 | 59 | 65 | Ingénieur Ponts & Chaussées |
| 1 | 3 | 4 | 1 | 5 | 6 | 1 | 5 | 6 | Fonctionnaire détaché à l'IGN |
| 1 | | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | Chargé de mission |
| | 1 | 1 | | | | | | | CDD |
| 16 | 66 | 82 | 16 | 66 | 82 | 9 | 67 | 76 | Agents de catégorie A+ |
| 65 | 256 | 321 | 65 | 260 | 325 | 70 | 278 | 348 | Ingénieur des travaux |
| | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | 1 | Agent comptable |
| 4 | 1 | 5 | 5 | 2 | 7 | 6 | 2 | 8 | Attaché d'administration cent. |
| 1 | 1 | 2 | 2 | 1 | 3 | 2 | 2 | 4 | Fonctionnaire détaché à l'IGN |
| 10 | 2 | 12 | 10 | 2 | 12 | 10 | 2 | 12 | Contractuel RIN |
| 6 | 6 | 12 | 7 | 9 | 16 | 7 | 11 | 18 | Chargé de mission |
| 1 | 8 | 9 | 1 | 8 | 9 | 1 | 8 | 9 | Personnel navigant |
| 3 | 4 | 7 | 3 | 4 | 7 | 2 | 4 | 6 | Contractuel de recherche |
| | 2 | 2 | | 2 | 2 | | 2 | 2 | CDD |
| 90 | 281 | 371 | 93 | 289 | 382 | 98 | 310 | 408 | Agents de catégorie A |
| 39 | 150 | 189 | 43 | 149 | 192 | 44 | 150 | 194 | Géomètre |
| 24 | 8 | 32 | 25 | 11 | 36 | 26 | 16 | 42 | Secrétaire administratif |
| 4 | | 4 | 4 | | 4 | 4 | | 4 | Personnel médico-social |
| 262 | 291 | 553 | 260 | 295 | 555 | 263 | 301 | 564 | Personnel ouvrier (CM,AT,E) |
| | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | 1 | Saisonnier permanent (E) |
| | 2 | 2 | 1 | 2 | 3 | | 2 | 2 | Fonctionnaire détaché à l'IGN |
| 7 | 17 | 24 | 7 | 14 | 21 | 7 | 14 | 21 | Personnel aéronautique sol |
| 34 | 1 | 35 | 32 | 1 | 33 | 32 | 1 | 33 | Travailleur à domicile |
| | 1 | 1 | | | | 1 | 2 | 3 | CDD |
| 370 | 471 | 841 | 372 | 473 | 845 | 377 | 487 | 864 | Agents de catégorie B |
| 54 | 17 | 71 | 57 | 19 | 76 | 54 | 21 | 75 | Adjoint administratif |
| 4 | 1 | 5 | 6 | 3 | 9 | 5 | 2 | 7 | Agent administratif |
| 2 | 2 | 4 | 3 | 5 | 8 | 3 | 5 | 8 | Personnel logistique |
| 146 | 226 | 372 | 131 | 211 | 342 | 119 | 206 | 325 | Personnel ouvrier (OS,P) |
| | 3 | 3 | | 3 | 3 | | 3 | 3 | Saisonnier permanent (OS,P) |
| 1 | | 1 | | | | 1 | | 1 | Fonctionnaire détaché à l'IGN |
| | 4 | 4 | | 4 | 4 | | 4 | 4 | Saisonnier de terrain |
| 8 | | 8 | 8 | | 8 | 8 | | 8 | Contractuel personnel de service |
| 3 | | 3 | | | | | | | CDD |
| 218 | 253 | 471 | 205 | 245 | 450 | 190 | 241 | 431 | Agents de catégorie C |
| 694 | 1071 | 1765 | 686 | 1073 | 1759 | 674 | 1105 | 1779 | TOTAL |
| +4 | +4 | +8 | -8 | +2 | -6 | -12 | +32 | +20 | Variation |

FORMATION PROFESSIONNELLE

| 2002 | | 2003 | | 2004 | | |
|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------------------------------------|
| FEMMES | HOMMES | FEMMES | HOMMES | FEMMES | HOMMES | |
| 911 | 1305 | 922 | 1366 | 999 | 1490 | Nombre de formations |
| 2601 | 3564 | 2325 | 3503 | 2355 | 3950 | Nombre total de jours de formation |
| 3,7 | 3,3 | 3,6 | 3,5 | 3,7 | 4,1 | Nombre moyen de jours de formation * |

* hors élèves, CDD, saisonniers de terrain et personnel de service

Le soutien aux associations

Associations subventionnées :

- Association sportive de l'ENSG,
- Amicale des élèves de l'ENSG,
- Association des anciens élèves de l'ENSG,
- Association sportive de l'IGN,
- COOPAL (activités culturelles : livres, spectacles, ateliers d'éducation artistique...),
- ENTRAIDE (activités sociales : colonies de vacances, arbre de Noël, garderie, chèques-lire...)
- Comité Interentreprise du CNES de Toulouse (activités sociales, culturelles, sportives...),
- Entraide sociale du service des activités aériennes (SAA) : mutuelle, activités sociales pour le personnel navigant,
- AUC (restauration collective).

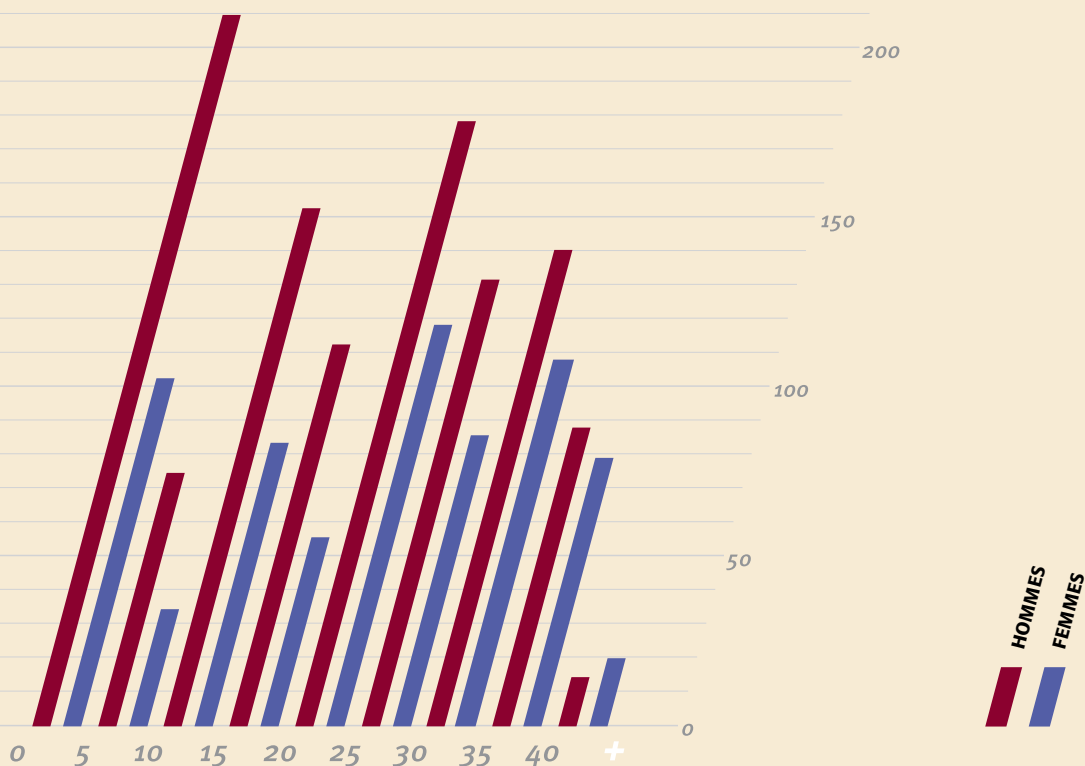
Associations aidées sous forme de moyens logistiques et humains :

- Association des Personnels Retraités de l'IGN,
- Association SUNWAY (association pour les enfants leucémiques de l'hôpital St-Louis.)

RÉPARTITION PAR AGE



RÉPARTITION PAR ANCIENNETÉ



Z O O M

HOMMES
FEMMES